



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Juillet 2026



NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Juillet 2026

SOMMAIRE

PRINCIPAUX MESSAGES	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
1.1. Activité économique dans le monde	4
1.2. Actions des banques centrales	4
1.3. Marchés des matières premières	6
1.4. Marchés financiers	8
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA	10
2.1. Production et demande de biens et services	10
2.2. Inflation	13
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE	14
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires	14
3.2. Taux d'intérêt appliqués par les banques à leur clientèle	15
3.3. Monnaie	15
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA	16
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	17
4.2. Marché des titres de la dette publique	18
V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA	19
5.1. Croissance	19
5.2. Monnaie	20
5.3. Inflation	20
ANNEXES STATISTIQUES	22

PRINCIPAUX MESSAGES¹

1. Évolutions récentes

En juin 2026, l'économie mondiale a montré des signes d'amélioration, avec une accélération de l'activité du secteur privé aux États-Unis et une stabilisation de celle-ci en zone euro. En Chine, l'expansion a légèrement ralenti, tout en restant robuste, tandis qu'en Afrique du Sud, l'activité s'est redressée.

Aux **États-Unis**, l'activité économique a enregistré en juin 2026 sa progression la plus rapide depuis janvier 2026, soutenue par le dynamisme de la production manufacturière et l'accélération de l'activité dans le secteur des services. En **zone euro**, la stabilisation de l'activité, après deux mois de contraction, est attribuable au redressement de la production manufacturière, qui a compensé le recul du secteur des services.

En **Chine**, l'expansion a légèrement ralenti en juin 2026, tout en restant robuste, portée notamment par un maintien de la demande de produits technologiques liés à l'intelligence artificielle. En **Afrique du Sud**, l'activité a renoué avec la croissance, soutenue par la progression de l'activité dans les services.

En Afrique de l'Ouest, le dynamisme du secteur privé s'est légèrement modéré au **Nigeria**, sous l'effet du ralentissement de la production et des nouvelles commandes. Au **Ghana**, en revanche, l'activité est entrée en zone de contraction, en raison de la faiblesse de la demande.

En juin 2026, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est replié de 4,8% par rapport au précédent, tandis que celui des prix des principaux produits alimentaires importés a diminué de 1,6%.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique a maintenu sa dynamique positive en variation mensuelle en mai 2026, soutenue par l'amélioration de l'activité dans les secteurs des bâtiments et travaux publics (BTP), des services financiers et dans le commerce. Le taux d'inflation est ressorti à 0,8% en juin 2026, en hausse de 0,4 point de pourcentage (pdp) par rapport au niveau de 0,4% enregistré le mois précédent.

Le taux d'intérêt moyen à une semaine du marché interbancaire s'est établi à 3,68% en juin 2026, en hausse de 20 pdb par rapport à son niveau en mai 2026 (3,48%). Les conditions appliquées par les banques à la clientèle sont restées stables, d'un mois à l'autre, ressortant à 6,67% en mai 2026.

A fin mai 2026, la masse monétaire a connu une progression de 19,9%, en glissement annuel, après une hausse de 19,6% un mois plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement de l'accroissement des actifs extérieurs nets (+127,4%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+5,7%).

2. Perspectives

Le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 6,0% au deuxième trimestre 2026, après une croissance de 6,1% au premier trimestre 2026. Cette évolution serait tirée notamment par le dynamisme des activités commerciales et des services ainsi que par la bonne campagne agricole. Les données disponibles indiquent que le taux d'inflation devrait s'établir à 1,1% en juillet 2026 puis 1,3% en août 2026. L'accélération projetée de l'inflation dans l'Union s'explique notamment par la persistance des tensions géopolitiques au Moyen-Orient et leurs répercussions potentielles sur les prix des produits pétroliers ainsi que sur les coûts du fret.

¹ Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 20 juillet 2026.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

Les enquêtes PMI de juin 2026 font ressortir une amélioration de l'activité du secteur privé mondial, avec une accélération du rythme de croissance aux États-Unis et une stabilisation en zone euro. En Chine, l'expansion s'est légèrement modérée, tout en restant robuste, tandis qu'en Afrique du Sud, le secteur privé a renoué avec la croissance.

Aux **États-Unis**, l'indice PMI composite a augmenté à 52,2 points en juin 2026, après un niveau de 51,5 points en mai 2026, reflétant le rythme de croissance de l'activité du secteur privé le plus rapide depuis janvier 2026. Cette expansion a été soutenue par le dynamisme de la production manufacturière, qui a atteint son plus haut niveau en six ans à 57,7 points, ainsi que par la progression de l'activité dans les services, avec un indice établi à 51,3 points, porté principalement par les effets de l'organisation de la Coupe du Monde de la FIFA. En **zone euro**, l'indice PMI composite s'est redressé à 50,0 points en juin 2026, contre 48,5 points le mois précédent, signalant une stabilisation de la production du secteur privé après deux mois de contraction. Ce rebond est attribuable à la production manufacturière, qui a atténué le repli de l'activité dans les services.

Dans les pays émergents, l'indice PMI composite de la **Chine** s'est établi à 53,6 points en juin 2026, contre 54,0 points le mois précédent. En dépit de cette légère modération, l'activité est restée dynamique, affichant l'un de ses rythmes d'expansion les plus élevés des trois dernières années, grâce à une deuxième hausse consécutive de l'emploi et un maintien de la demande de produits technologiques liés à l'intelligence artificielle. En **Afrique du Sud**, l'indice PMI composite s'est redressé à 50,5 points en juin 2026, contre 49,6 points en mai 2026, traduisant un retour en zone de croissance, soutenu principalement par la progression de l'activité dans les services.

S'agissant des pays voisins de l'UEMOA, l'indice PMI composite du **Nigeria** a légèrement fléchi à 53,4 points en juin 2026, après 54,1 points le mois précédent. L'activité est restée néanmoins soutenue, grâce notamment au raffermissement de la demande globale, ce qui a conduit les entreprises à renforcer leurs effectifs au rythme le plus élevé depuis février 2026. Au **Ghana**, en revanche, l'activité du secteur privé s'est contractée, l'indice PMI composite étant retombé à 47,7 points en juin 2026, contre 50,0 points en mai 2026. Ce repli reflète l'affaiblissement de la demande, qui a conduit les entreprises à réduire leurs achats et à ajuster leurs niveaux de stocks.

1.2. Actions des banques centrales

Les banques centrales conservent une orientation prudente de leur politique monétaire, dans un environnement marqué par des pressions inflationnistes induites par les tensions au Moyen-Orient.

Au niveau des **pays avancés**, la **Réserve fédérale des États-Unis (FED)** a maintenu, le 29 juillet 2026, ses taux directeurs dans une fourchette de 3,50% à 3,75% pour la cinquième réunion consécutive, tout en laissant entrevoir une possible hausse en septembre 2026. La FED a souligné la résilience de l'économie américaine, caractérisée par une activité soutenue, un marché du travail stable et des investissements robustes, malgré les incertitudes liées au conflit au Moyen-Orient. L'inflation demeurant supérieure à sa cible de 2%, elle a réaffirmé son engagement à préserver la stabilité des prix. La **Banque centrale européenne (BCE)** a laissé inchangés ses taux directeurs lors de sa réunion du 23 juillet 2026, après un relèvement de 25 pdb en juin 2026. Les taux d'intérêt de la facilité de dépôt, des opérations principales de refinancement et de la facilité de prêt marginal sont restés fixés à 2,25%, 2,40% et 2,65%,

respectivement. La BCE a décidé d'adopter une approche prudente dans un contexte marqué par une inflation plus modérée (2,8% en juin 2026, contre 3,2% en mai 2026) et une forte incertitude liée aux prix de l'énergie. Elle reste vigilante face aux risques de transmission du choc énergétique à l'inflation et à l'activité économique.

Dans les **pays émergents**, la **Banque populaire de Chine (PBoC)** a maintenu ses principaux taux directeurs à des niveaux historiques bas pour le quatorzième mois consécutif, le 20 juillet 2026. Cette décision reflète les préoccupations liées au ralentissement de la croissance économique ainsi que les incertitudes relatives au conflit au Moyen-Orient. Malgré des exportations soutenues par la demande en intelligence artificielle, la faiblesse du marché immobilier et une décélération de la croissance du crédit ont conduit l'institution à privilégier le statu quo monétaire. Le taux préférentiel des prêts (LPR) à un an est maintenu à 3,00% et celui à cinq ans, référence pour les prêts hypothécaires, à 3,50%. La **Banque de réserve sud-africaine (SARB)** a, le 23 juillet 2026, reconduit son principal taux directeur à 7,00%, privilégiant le soutien à une reprise économique encore fragile en dépit des risques inflationnistes persistants liés aux tensions au Moyen-Orient. Cette décision intervient alors que l'inflation a atteint 5,0% en juin 2026. La SARB prévoit toutefois une inflation moyenne de 4,0% en 2026, tout en restant attentive aux risques inflationnistes.

Dans les **pays en développement**, la **Banque Centrale du Nigeria (CBN)** a laissé son principal taux directeur inchangé à 26,50% le 21 juillet 2026, en raison des risques persistants, entourant l'évolution des prix, liés aux incertitudes géopolitiques. Cette décision intervient alors que l'inflation est maintenue stable à 15,9% en juin 2026. Les Autorités anticipent un ralentissement progressif de l'inflation, porté par la stabilité du naira et les effets du resserrement monétaire passé. La **Banque du Ghana (BoG)** a décidé de maintenir son taux directeur à 14% le 22 juillet 2026, interrompant ainsi le cycle d'assouplissement monétaire engagé depuis un an, afin de contenir les risques inflationnistes liés aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Cette décision intervient alors que l'inflation a accéléré à 5,3% en juin 2026, sous l'effet de la hausse des prix des engrais provoquée par le renchérissement du pétrole. En revanche, la **Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC)** a assoupli sa politique monétaire lors de sa réunion du 29 juin 2026, en abaissant le taux d'intérêt des appels d'offres de 4,75% à 4,50% et le taux de la facilité de prêt marginal de 6,25% à 5,75%, tout en maintenant la facilité de dépôt à 0%. Cette décision intervient dans un contexte où l'inflation devrait rester maîtrisée à 2,4% en 2026, soit sous le seuil communautaire de 3%, tandis que les perspectives extérieures s'améliorent, avec un recul attendu du déficit courant et un renforcement des réserves de change. La BEAC a également réduit les coefficients de réserves obligatoires afin de libérer des marges de liquidité pour le système bancaire pour soutenir le financement de l'économie. Le ratio sur les exigibilités à vue passe ainsi de 7,00% à 6,50% et celui sur les exigibilités à terme de 4,50% à 4,00%.

Tableau 1 : Synthèse des actions des principales banques centrales

	Variation du taux directeur en 2025 (en pdb)	Variation du taux directeur en 2026 (en pdb)	Taux directeur au 20 juillet 2026 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en mai 2026 (%)
Pays avancés					
États-Unis	-75	0	{3,50-3,75}	2,0	3,5
Zone euro	-75	25	2,25	2,0	2,8
Pays émergents					
Chine	-10	0	3,00	3,0	1,0
Afrique du sud	-100	25	7,00	{3,0 - 6,0}	4,5
Pays en développement					
Nigeria	-50	-50	26,50	{6,0 - 9,0}	15,9
Ghana	-900	-400	14,00	{8,0+/-2,0}	5,3
CEMAC *	-25	-25	4,50	-	1,4

Sources : Central Bank rates, Banques centrales des pays concernées, tradingeconomics.com ; * taux d'inflation annuel 2026

1.3. Marchés des matières premières

En juin 2026, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a baissé de 4,8%.

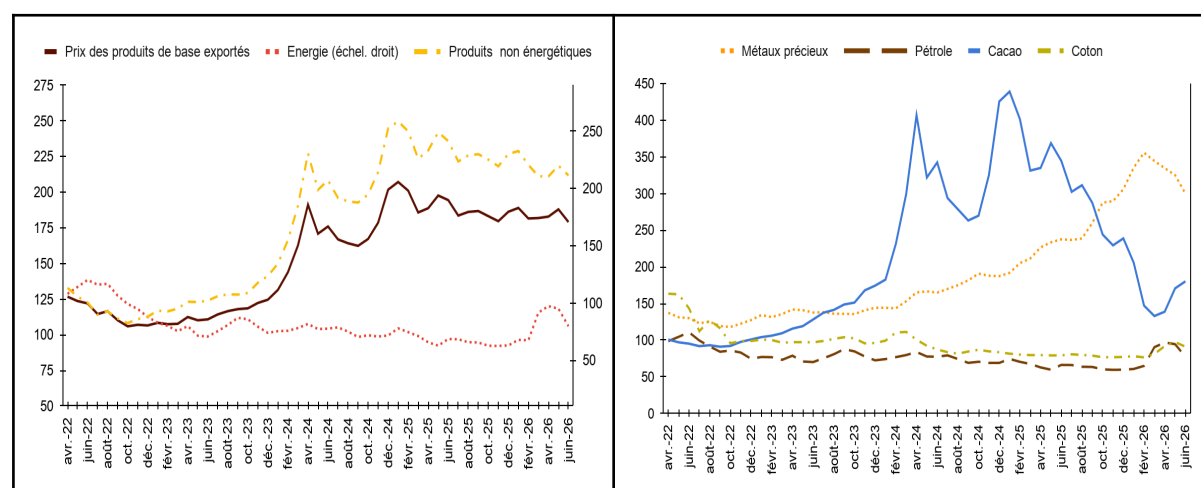
L'indice des prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est replié de 4,8% en juin 2026, après une hausse de 2,8% un mois plus tôt. Cette évolution est imputable à la diminution des cours du **pétrole** (-18,0%), de l'**or** (-7,7%), du **coton** (-6,5%), de la **noix de cajou** (-1,7%), du **gaz naturel** (-1,0%), du **café** (-0,5%) et de l'**uranium** (-0,1%). À l'inverse, les prix de l'**huile de palme** (+9,4%), du **cacao** (+5,6%), du **caoutchouc** (+5,1%), du **phosphate** (+1,9%) et du **zinc** (+1,6%) se sont raffermis sur la période.

Le recul des cours du **pétrole** s'explique par l'apaisement des tensions géopolitiques au Moyen-Orient et la normalisation progressive du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz au cours du mois de juin, qui ont réduit la prime de risque intégrée par les marchés. Les perspectives d'une résolution diplomatique du conflit avec la signature le 17 juin 2026 de l'accord entre l'Iran et les États-Unis ont également renforcé les anticipations d'un rétablissement durable des flux d'approvisionnement. Le fléchissement des prix de l'**or** est attribuable au raffermissement du dollar et à la hausse des rendements obligataires, qui ont réduit l'attrait des actifs sans rendement. Les cours du **coton** ont diminué sous l'effet des perspectives d'une offre mondiale abondante, soutenue par la stabilité de la production, dans un contexte de demande internationale peu dynamique. Les prix de la **noix de cajou** se sont repliés en raison d'un excédent d'offre sur le marché mondial, consécutif au ralentissement des exportations vers les États-Unis lié à de nouvelles politiques commerciales. La baisse des cours du **gaz naturel** en juin 2026 s'explique principalement par un apaisement géopolitique au Moyen-Orient et par des stocks de sécurité confortables à l'échelle mondiale. L'affaiblissement des prix du **café** est attribuable aux anticipations d'une récolte record au Brésil et d'un important surplus mondial en 2026/2027. La diminution des cours de l'**uranium** est due à un ralentissement temporaire des achats au comptant par les exploitants de centrales nucléaires face à des prix jugés trop élevés.

En revanche, les prix du **cacao** ont progressé sous l'effet des pluies diluviennes en Côte d'Ivoire, premier producteur mondial, qui ont perturbé les opérations de collecte et de transport. Ces conditions climatiques ont ravivé les inquiétudes concernant les disponibilités mondiales et le risque d'un déficit d'approvisionnement. Les cours de l'**huile de palme** ont été soutenus par le renforcement de la demande internationale, reflété par une hausse de plus de 10% des exportations indonésiennes entre le 1^{er} et le 25 juin 2026 par rapport au mois précédent.

L'augmentation des prix du **caoutchouc** s'explique par les inquiétudes liées à un resserrement de l'offre mondiale, en raison de conditions défavorables dans les principaux pays producteurs. Les fortes pluies dans le sud de la Thaïlande ainsi que des précipitations inférieures à la normale en juin en Indonésie ont alimenté des craintes de perturbations de la production. Les cours du **phosphate** se sont maintenus à des niveaux élevés sous l'effet de la réduction de l'offre mondiale, consécutive aux restrictions imposées par la Chine sur ses exportations afin de privilégier son marché intérieur. Par ailleurs, les tensions au Moyen-Orient ont perturbé l'approvisionnement en soufre, principal intrant de la production d'engrais phosphatés, entraînant une augmentation des coûts de production. Les prix du **zinc** ont été portés par la contraction de l'offre mondiale, liée aux inquiétudes quant aux perturbations de la production en Chine, premier producteur mondial de zinc. Cette situation a été accentuée par les fortes pluies et les inondations qui ont affecté certaines régions du pays, menaçant les activités minières et de fusion.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à juin 2025, l'indice des prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA a reculé de 7,9%, après une baisse de 4,9% le mois précédent. Cette diminution concerne les prix du **cacao** (-47,7%), du **café** (-12,7%) et de la **noix de cajou** (-8,1%). En revanche, les cours du **caoutchouc** (+39,9%), du **zinc** (+33,3%), de l'**or** (+26,3%), du **pétrole** (+17,0%), de l'**uranium** (+15,8%), du **coton** (+14,9%), des **huiles végétales** (+13,7%), du **gaz naturel** (+12,0%) et du **phosphate** (+9,6%) ont augmenté.

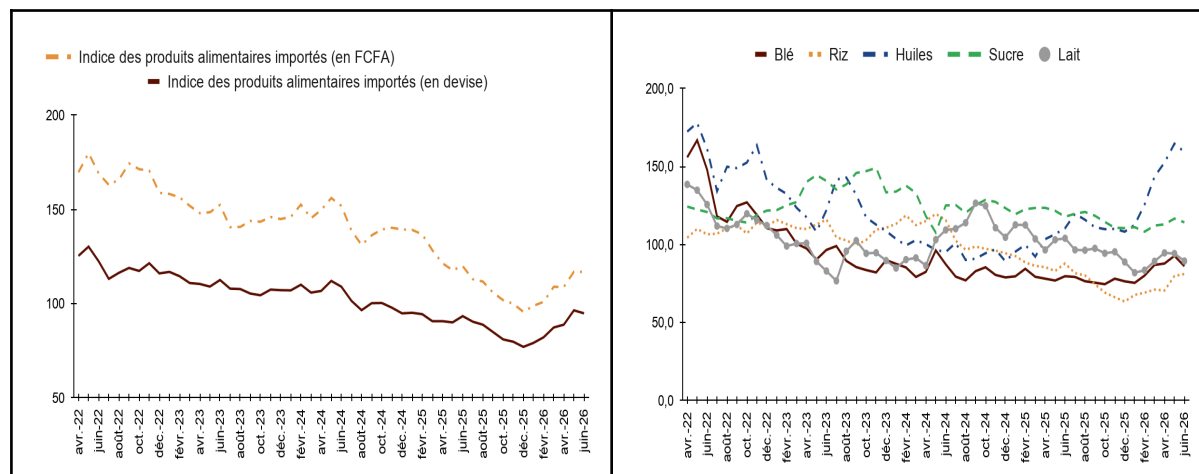
En juin 2026, l'indice des prix des principaux **produits alimentaires importés** dans l'UEMOA a fléchi de 1,6% en variation mensuelle, après une hausse de 8,5% enregistrée le mois précédent. Cette évolution résulte de la diminution des cours du **blé** (-7,1%), du **lait** (-5,1%), de l'**huile de soja** (-3,2%) et du **sucre** (-2,1%). Par contre, les cours du **riz** (+1,6%) ont progressé sur la période sous-revue.

Les cours du **blé** se sont repliés en raison des perspectives d'une offre mondiale abondante, soutenues par l'arrivée des nouvelles récoltes dans l'hémisphère Nord, la révision à la hausse de la production en Russie et en Ukraine, ainsi que par l'amélioration des conditions de culture aux États-Unis et en Australie. L'affaiblissement des prix du **lait** s'explique par l'accroissement de l'offre dans les principaux pays exportateurs, notamment la Nouvelle-Zélande et la France, ce qui a contribué à renforcer les disponibilités sur le marché mondial. Le fléchissement des cours de l'**huile de soja** est attribuable aux perspectives d'une production abondante de soja aux États-Unis et en Amérique du Sud. Les conditions météorologiques favorables et l'avancement

des semis et des récoltes ont soutenu les anticipations d'une offre mondiale élevée. Les cours du **sucre** ont reculé en raison des prévisions d'un excédent de l'offre mondiale, portées par l'abondance de la récolte de canne à sucre au Brésil et la hausse des stocks.

En revanche, les prix du **riz** ont progressé sous l'effet des inquiétudes liées aux conséquences du phénomène El Niño sur les perspectives de production en Asie, notamment dans les principaux pays producteurs et exportateurs tels que l'Inde, la Thaïlande et le Vietnam. Les risques de baisse des rendements, notamment en Asie du Sud-Est et en Inde, où la mousson demeure insuffisante, ont également alimenté les craintes d'un resserrement de l'offre mondiale.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2025, l'indice des prix (en devise) des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est accru de 1,5%, après une hausse de 7,1% le mois précédent. Cette évolution est due principalement au renforcement des cours des **huiles végétales** (+44,2%) et du **blé** (+8,1%). En revanche, les prix du **lait** (-14,0%), du **riz** (-7,7%) et du **sucre** (-3,6%) se sont repliés.

L'indice des prix, exprimés en franc CFA, des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est contracté de 2,6%, en variation annuelle, en raison d'une diminution des prix du **sucre** (-15,3%), du **lait** (-14,0%) et du **riz** (-7,7%), atténuée par le raffermissement des cours des **huiles végétales** (+22,4%) et du **blé** (+8,1%).

1.4. Marchés financiers

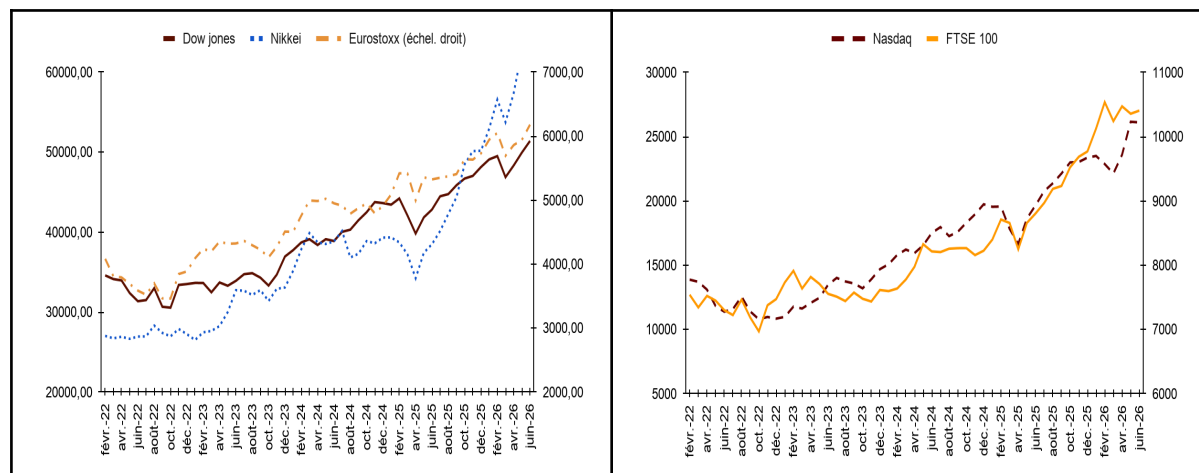
Les principaux indices boursiers des pays avancés ont globalement progressé au cours du mois de juin 2026, à la faveur d'un apaisement des tensions géopolitiques au Moyen-Orient.

1.4.1. Les places boursières

En juin 2026, les principaux indices boursiers des pays avancés se sont inscrits en hausse, à l'exception de l'indice NASDAQ des Etats-Unis qui a reculé de 0,2%. En effet, l'indice DOW JONES a progressé de 2,9% comparativement à sa moyenne du mois précédent. L'indice EUROSTOXX 50 de la zone euro (+4,0%) s'est renforcé par rapport à son niveau de mai 2026, et l'indice CAC 40 de la France (+2,6%) s'est accru sur la même période. Au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a également augmenté de 0,5%. L'indice NIKKEI 225 du Japon a, pour sa part, progressé de 9,1% d'un mois à l'autre.

En Afrique, hormis les indices BRVM composite (+6,5%) et BRVM 30 (+5,9%), les principaux indices boursiers ont enregistré une baisse en juin 2026. En effet, les indices FTSE de l'Afrique du Sud (-3,6%), NSE du Nigeria (-3,3%), MASI du Maroc (-1,8%) et GSE du Ghana (-0,2%) se sont repliés au cours de la période sous revue.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)



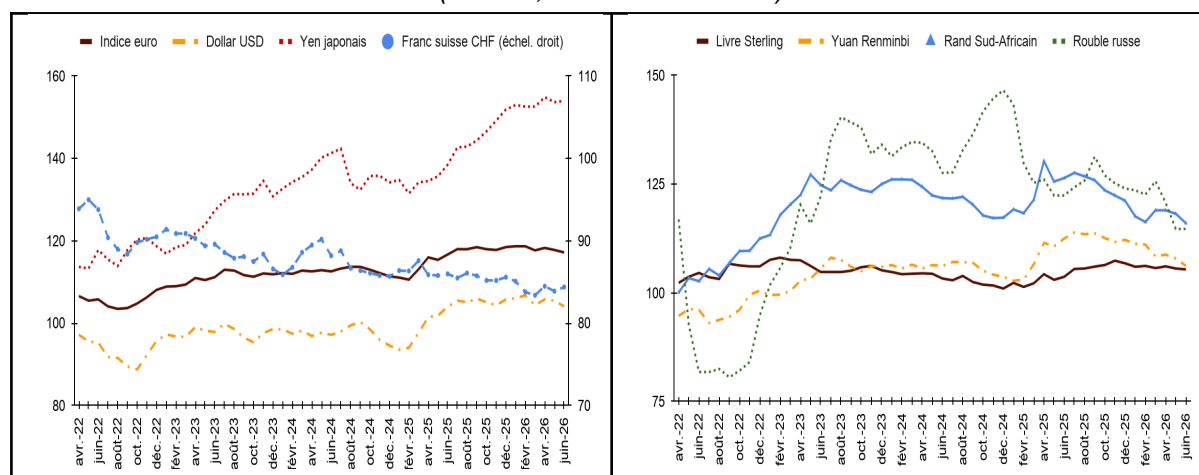
Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, s'est déprécié de 0,5% en juin 2026 par rapport à sa moyenne du mois précédent. Dans le détail, la monnaie des pays de la zone euro a perdu de la valeur face au dollar américain (-1,3%) et à la livre sterling (-0,2%). La devise européenne s'est également affaiblie face aux monnaies des pays émergents, notamment la roupie (-2,0%), le rand sud-africain (-1,9%) et le yuan chinois (-1,6%). En revanche, l'euro s'est apprécié vis-à-vis du dollar canadien (+0,9%), du dollar australien (+0,8%), du franc suisse (+0,6%) et du yen japonais (+0,2%).

Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises

(Indices, base 100 en 2016)

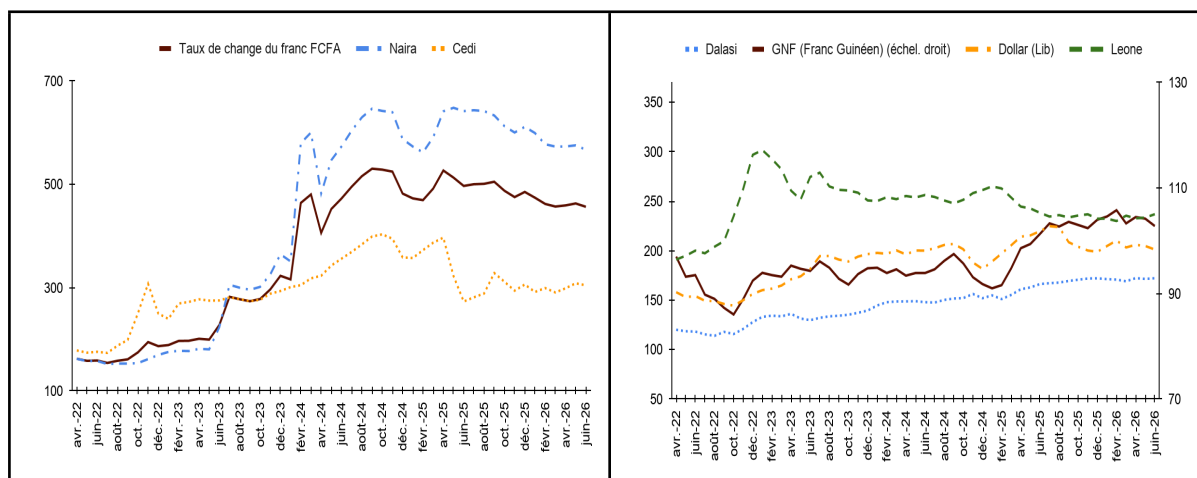


Sources : BCE, BdF, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA s'est déprécié de 1,4% en juin 2026 par rapport au mois précédent, sous l'effet de son affaiblissement vis-à-vis du dollar libérien (-1,7%), du naira (-1,5%), du franc guinéen (-1,4%) et du cedi ghanéen (-1,2%). En revanche, sur la

même période, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est appréciée par rapport au leone (+1,5%) et au dalasi gambien (+0,4%).

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA a reculé de 8,1% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, le franc CFA s'est déprécié vis-à-vis du naira (-11,6%), du dollar libérien (-8,4%) et du leone (-0,6%). En revanche, la monnaie communautaire s'est raffermie face au cedi (+11,5%), au dalasi (+3,5%) et au franc guinéen (+1,5%).

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production et demande de biens et services

Les indicateurs disponibles à fin mai 2026 montrent que l'activité économique dans l'Union est demeurée bien orientée en rythme mensuel. En effet, l'indice global du climat des affaires s'est établi à +0,6 point au-dessus de sa moyenne de long terme (100), au même niveau que le mois précédent. L'indice du chiffre d'affaires du commerce a augmenté de 3,8%, après un repli de 5,2% observé un mois plus tôt, tandis que les services financiers ont progressé de 1,7% en mai 2026, après une hausse de 1,0% le mois précédent. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), les enquêtes auprès des chefs d'entreprise font état d'une poursuite de l'amélioration de l'activité dans l'Union, à l'exception du Mali, du Niger et du Togo. En revanche, l'indice de la production industrielle s'est affaibli de 2,3% en rythme mensuel, après une diminution de 4,7% le mois précédent. De même, l'indice des services marchands non financiers s'est replié de 8,7%, après une hausse de 19,5% un mois auparavant.

2.1.1. Production industrielle

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), s'est contracté de 2,3% en mai 2026, après une baisse de 4,7% observée le mois précédent. Cette évolution résulte essentiellement du recul des activités de fabrication (-5,3 points), partiellement compensé par le redressement des activités extractives (+2,7 points).

Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	Avril	Mai	Avril	Mai (*)	Avril	Mai (*)
ACTIVITÉS EXTRACTIVES	-3,8	0,1	-1,7	2,7	2,5	5,4
Extraction d'hydrocarbures	-0,8	0,5	0,2	0,3	1,1	1,0
Extraction de minerais métalliques	-2,1	-1,0	-2,1	2,4	-0,1	3,6
ACTIVITÉS DE FABRICATION	-0,3	-1,8	-2,8	-5,3	6,9	2,9
Fabrication de produits alimentaires	0,2	-1,4	-1,7	-2,4	3,6	2,4
Fabrication de textiles	0,1	-0,5	-0,9	-0,6	0,2	0,0
Raffinage pétrolier, cokéfaction	0,2	-0,4	0,4	-1,1	1,0	0,1
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	-0,3	0,5	-0,2	0,0	0,4	-0,1
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DÉCHETS ET DE POLLUTION	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
INDICE GLOBAL	-4,6	-1,2	-4,7	-2,3	9,9	8,6

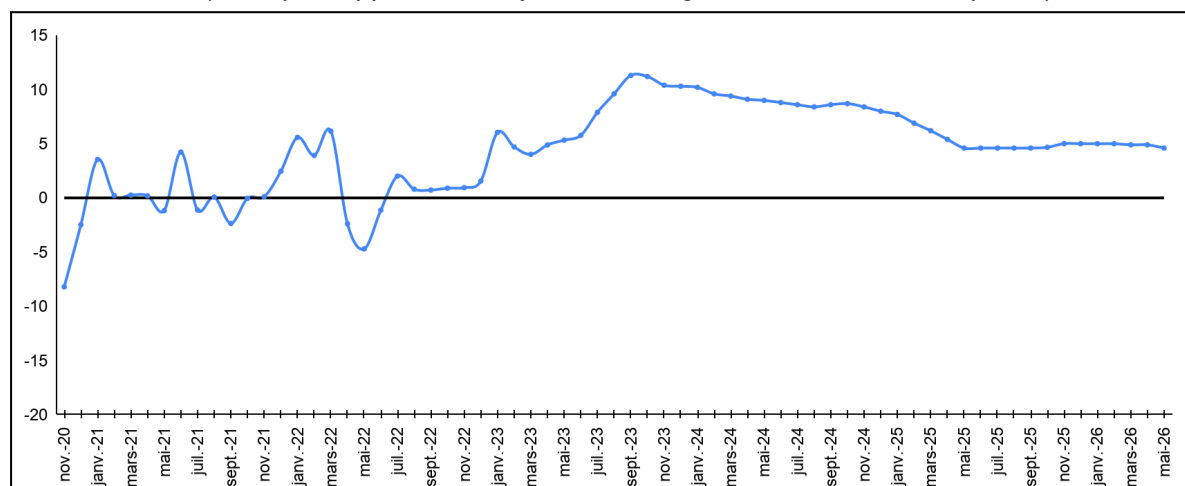
Source : BCEAO, (*) données provisoires

La production industrielle, en glissement annuel, s'est améliorée de 8,6% en mai 2026, après une hausse de 9,9% un mois auparavant. Cette dynamique est principalement due à la progression des activités extractives (+5,4 points), des activités de fabrication (+2,9 points), ainsi que de la production et distribution d'eau, de l'assainissement et du traitement des déchets et de la pollution (+0,1 point), atténuée par le repli de la production et distribution d'électricité et de gaz (-0,1 point).

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données de l'enquête recueillies auprès des chefs d'entreprise font globalement état d'une amélioration de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) en mai 2026 par rapport à la situation du mois précédent. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +4,4 points, contre un niveau de 4,9 points enregistré le mois précédent. Par pays, un renforcement de l'activité dans le secteur des BTP a été relevé au Bénin (+26,3 points), au Sénégal (+23,1 points), au Burkina (+15,0 points), en Côte d'Ivoire (+9,0 points) et en Guinée-Bissau (+7,8 points). En revanche, un recul de l'activité a été observé au Mali (-41,7 points), au Niger (-21,6 points) et au Togo (-6,2 points).

Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA
(écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires du commerce a progressé de 3,8% en variation mensuelle au cours du mois de mai 2026, après un fléchissement de 5,2% le mois précédent. Le renforcement de l'activité commerciale, d'un mois à l'autre, est principalement attribuable au regain du commerce de détail (+3,5 points) ainsi que du commerce de gros et des activités des intermédiaires (+0,6 point), atténué par le recul des activités de commerce et de réparation d'automobiles et de motocycles (-0,1 point).

Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO
(contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	Avril	Mai	Avril	Mai (*)	Avril	Mai (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	0,3	-0,5	0,0	-0,1	0,5	0,8
Commerce de véhicules automobiles	0,1	-0,2	-0,2	-0,1	0,2	0,3
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,1	-0,1	0,2	-0,1	0,1	0,1
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMÉDIAIRES	-0,8	2,0	-2,1	0,6	1,0	-0,4
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	-0,9	1,1	-1,7	0,3	0,0	-0,7
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	-0,1	0,8	-0,2	0,2	0,8	0,3
COMMERCE DE DÉTAIL	-5,0	5,1	-3,1	3,5	4,5	3,0
Commerce de détail en magasin non spécialisé	-2,0	0,2	-0,9	0,4	1,2	1,3
Commerce de détail en magasin spécialisé	-2,9	4,7	-2,2	3,1	3,3	1,7
INDICE GLOBAL	-5,5	6,3	-5,2	3,8	6,0	3,6

Source : BCEAO, (*) données provisoires

Le rythme de progression de l'indice du chiffre d'affaires, en glissement annuel, est ressorti à 3,6% en mai 2026, après une augmentation de 6,0% le mois précédent. L'amélioration de l'activité dans le commerce est portée par le commerce de détail (+3,0 points) et le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles (+0,8 point).

2.1.4. Services marchands

D'un mois à l'autre, l'activité des services marchands non financiers a fléchi de 8,7% en mai 2026, après une hausse de 19,5% un mois plus tôt. Quant aux services financiers, ils se sont accrus de 1,7% en mai 2026, après une hausse de 1,0% le mois précédent.

Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)

Pays	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024	2025	2026		2026	
	Mai	Mai	Avril	Mai (*)	Avril	Mai (*)
Bénin	12,5	-6,5	7,1	-8,4	2,4	0,2
Burkina	7,0	13,5	7,0	9,5	6,3	2,6
Côte d'Ivoire	1,1	4,7	6,0	2,1	7,1	4,6
Guinée-Bissau	2,9	59,9	-0,5	59,4	2,9	2,6
Mali	8,9	12,4	3,7	9,2	10,8	7,7
Niger	2,6	-0,9	1,4	0,9	6,0	7,9
Senegal	4,9	2,4	7,3	-1,2	5,4	1,8
Togo	14,9	-7,1	5,0	-7,4	5,9	5,6
INDICE GLOBAL	4,3	-9,5	19,5	-8,7	4,4	5,3

Source : BCEAO, (*) données provisoires

En glissement annuel, les services marchands non financiers ont progressé de 5,3% en mai 2026, après une augmentation de 4,4% en avril 2026. L'accroissement du chiffre d'affaires de ces services est observé notamment au Niger (+7,9%), au Mali (+7,7%), au Togo (+5,6%), en Côte d'Ivoire (+4,6%), au Burkina (+2,6%), en Guinée-Bissau (+2,6%), au Sénégal (+1,8%) et au Bénin (+0,2%).

Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)

Pays	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024	2025	2026		2026	
	Mai	Mai	Avril	Mai (*)	Avril	Mai (*)
Bénin	-0,1	0,0	4,4	-0,1	14,8	14,6
Burkina	10,5	9,1	-3,3	9,4	14,9	15,3
Côte d'Ivoire	1,2	0,2	-0,4	0,3	14,7	14,8
Guinée-Bissau	2,4	1,7	9,4	1,5	7,9	7,7
Mali	-0,6	-0,9	8,7	-1,1	14,7	14,4
Niger	4,3	4,9	1,4	3,2	15,9	14,1
Sénégal	2,0	2,2	0,3	2,7	14,7	15,2
Togo	2,5	2,7	-1,1	1,7	15,7	14,6
INDICE GLOBAL	2,1	1,7	1,0	1,7	14,8	14,8

Source : BCEAO, (*) données provisoires

S'agissant des services marchands financiers, le chiffre d'affaires s'est renforcé de 14,8%, en rythme annuel. Une amélioration est observée dans l'ensemble des pays, à savoir le Burkina (+15,3%), le Sénégal (+15,2%), la Côte d'Ivoire (+14,8%), le Bénin (+14,6%), le Togo (+14,6%), le Mali (+14,4%), le Niger (+14,1%) et la Guinée-Bissau (+7,7%).

2.2. Inflation

En juin 2026, le taux d'inflation dans l'Union s'est établi à 0,8% en glissement annuel, en hausse par rapport au mois précédent.

Le taux d'inflation est ressorti, en glissement annuel, à 0,8% en juin 2026, après une réalisation de 0,4% enregistrée le mois précédent. L'évolution du niveau général des prix à la consommation durant le mois sous revue résulte principalement du redressement de la dynamique des prix des "Produits alimentaires" (+0,0% après -1,1%), ainsi que de la progression de ceux des "Restaurants et Hôtels" (+1,2% contre +0,9%). Les tarifs du "Logement" (+1,9% après +2,9%) ont également contribué à cette évolution, malgré un ralentissement de leur rythme de hausse. Cette tendance a toutefois été atténuée par la poursuite du repli des prix de la division "Communication" (-0,1% après -0,7%).

La stabilisation des prix de la division « Produits alimentaires », après la baisse enregistrée le mois précédent, s'explique principalement par le renchérissement de la viande fraîche (+9,1% contre +7,4%) et du poisson frais (+0,9% après +0,5%), ainsi que par l'atténuation du recul des prix des céréales (-11,2% après -11,4%). Cette évolution a toutefois été limitée par l'accentuation de la baisse des prix de l'huile (-1,3% après -0,7%) et des tubercules (-10,1% contre -9,7%).

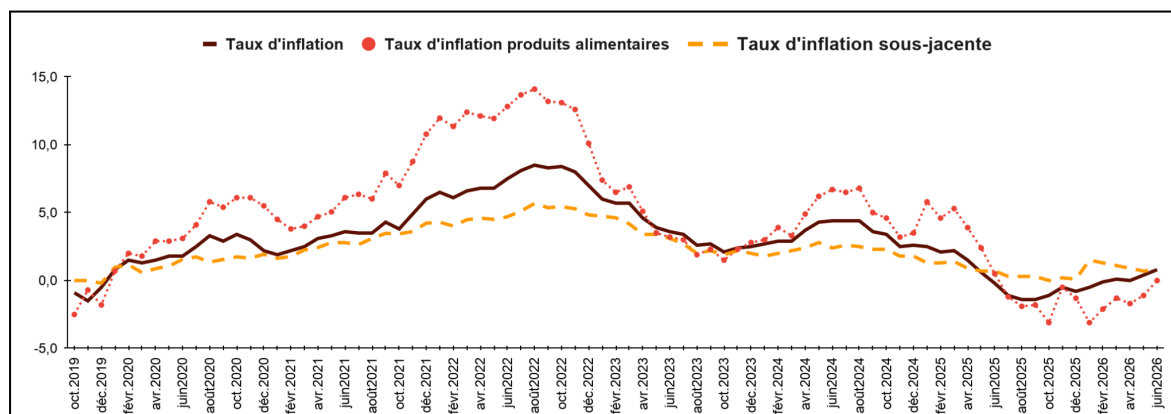
L'accélération des prix au niveau de la composante « Restaurants et Hôtels » s'explique principalement par l'augmentation marquée des tarifs des services de cantines (+3,3% après +0,0%) et par le repli moins important de ceux des motels et auberges (-2,6% après -3,0%).

La baisse de l'inflation dans la composante « Logement » est principalement imputable à la décélération des prix du charbon (+1,6% après +7,5%) et des charges locatives (+3,4% contre +3,5%).

Quant aux tarifs relatifs à la « communication », leur diminution reflète le repli des prix des équipements de téléphonie mobile (-2,8% contre -6,8%) et de ceux de l'enregistrement et de la reproduction du son (-1,3% après -1,9%).

L'analyse par pays fait ressortir une accélération de l'inflation au Mali (+2,0% contre +1,3%), au Burkina (+1,9% après +0,1%) et en Côte d'Ivoire (+1,8% après +1,6%). A l'inverse, une décélération a été enregistrée au Sénégal (+0,4% après +1,3%) et au Togo (+0,1% contre +0,4%). Par ailleurs, l'inflation est demeurée négative au Niger (-2,9% contre -4,8%), en Guinée-Bissau (-1,0% contre -1,2%) et au Bénin (-0,4% contre -0,6%).

Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le **taux d'inflation sous-jacente**, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, s'est établi à 0,8% en juin 2026, après 0,7% enregistré le mois précédent.

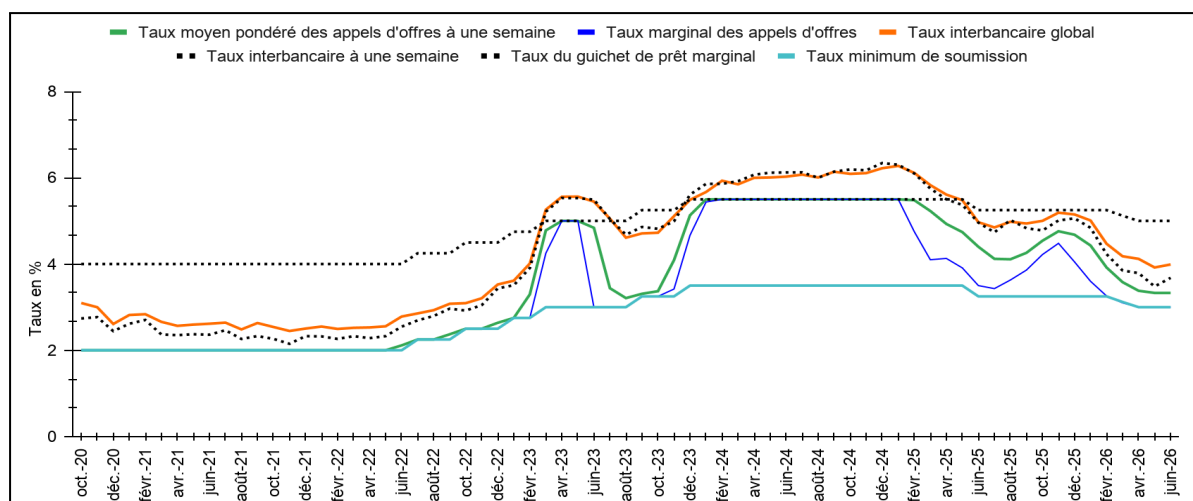
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

Le Comité de Politique Monétaire a décidé, à l'issue de sa réunion tenue le 10 juin 2026, de laisser inchangés les taux directeurs de la Banque Centrale. Ainsi, le principal taux directeur, auquel la Banque Centrale accorde ses refinancements aux banques, reste fixé à 3,00%, tandis que le taux sur le guichet de prêt marginal demeure à 5,00%.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires

Sur les guichets de refinancement de la BCEAO, le taux moyen pondéré des appels d'offres à une semaine s'est maintenu à 3,33% en juin 2026. De même, le taux marginal est demeuré inchangé à 3,00% d'un mois à l'autre. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine est ressorti à 3,68% en juin 2026, en hausse de 20 pdb par rapport à son niveau en mai 2026 (3,48%). Globalement, les échanges sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, se sont effectués en moyenne au taux de 3,99% en juin 2026, en hausse de 7 pdb par rapport à mai 2026 (3,92%) et en recul de 98 pdb comparativement à juin 2025 (4,97%).

Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2. Taux d'intérêt appliqués par les banques à leur clientèle

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois de mai 2026 sont demeurés inchangés par rapport aux réalisations du mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen s'est établi à 6,67%, stable par rapport au mois précédent contre 6,73% un an plus tôt. Dans le détail, le coût du crédit bancaire a diminué au Burkina (-57 pdb), au Mali (-45 pdb) et au Sénégal (-4 pdb). Par contre, les taux se sont accrus en Guinée-Bissau (+67 pdb), au Niger (+48 pdb), au Bénin (+45 pdb), en Côte d'Ivoire (+37 pdb) et au Togo (+4 pdb).

Les taux d'intérêt créditeurs sur les dépôts à terme se sont repliés de 11 pdb pour ressortir à 5,36%, contre 5,47% le mois précédent, après 5,35% en mai 2025. Par pays, la rémunération des dépôts a baissé au Burkina (-89 pdb), en Côte d'Ivoire (-25 pdb) et en Guinée-Bissau (-18 pdb), tandis qu'elle a augmenté au Niger (+76 pdb), au Sénégal (+47 pdb), au Bénin (+27 pdb), au Mali (+11 pdb) et au Togo (+9 pdb).

3.3. Monnaie

A fin mai 2026, la masse monétaire a progressé de 19,9%, en glissement annuel, après une augmentation de 19,6% un mois plus tôt. Sous l'angle de ses composantes, la circulation fiduciaire et les dépôts se sont accrus respectivement de 26,0% et 17,9%, après des hausses de 26,0% et 17,5% à fin avril 2026.

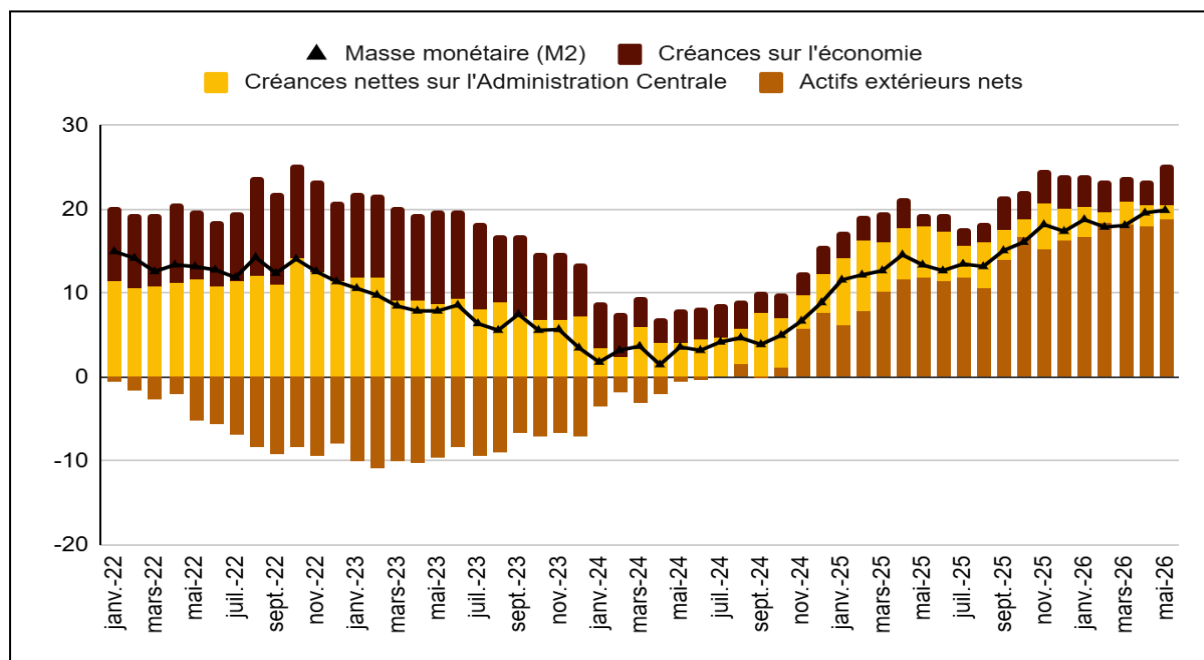
Tableau 6 : Situation monétaire à fin mai 2026 (en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	avr.-25	mai-25	avr.-26	mai-26	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
					Période précédente	Période courante	Période précédente	Période courante
Masse monétaire (M2)	53 531,3	54 474,6	64 009,0	65 300,1	1,6	2,0	19,6	19,9
<i>Circulation fiduciaire</i>	12 833,0	13 129,6	16 173,4	16 537,5	1,9	2,3	26,0	26,0
<i>Dépôts</i>	40 698,3	41 345,0	47 835,6	48 762,7	1,5	1,9	17,5	17,9
Actifs extérieurs nets	7 468,5	8 020,4	17 053,7	18 240,7	6,9	7,0	128,3	127,4
Créances intérieures	61 734,6	61 952,2	64 718,9	65 484,7	-1,0	1,2	4,8	5,7
Créances nettes sur APUC	26 052,5	26 447,3	27 503,7	27 389,4	-1,4	-0,4	5,6	3,6
Créances sur l'économie	35 682,0	35 504,9	37 215,2	38 095,4	-0,8	2,4	4,3	7,3

Source : BCEAO

L'accroissement de la masse monétaire à fin mai 2026 résulte du renforcement en glissement annuel des actifs extérieurs nets (+10.220,3 milliards ou +127,4%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+3.532,5 milliards ou +5,7%).

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.3.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin mai 2026, les AEN des institutions de dépôt de l'Union ont augmenté de 10.220,3 milliards (+127,4%), en glissement annuel. La progression des AEN est liée au profil favorable des comptes extérieurs caractérisé notamment par la baisse du déficit courant et la mobilisation des ressources extérieures par les Etats.

3.3.2. Créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en rythme annuel, de 5,7% à fin mai 2026, après 4,8% à fin avril 2026. Cette dynamique est portée par l'augmentation des créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale (+942,1 milliards) et des créances sur l'économie (+2.590,4 milliards).

Les créances sur l'économie ont enregistré, en glissement annuel, une croissance de 7,3% à fin mai 2026, après 4,3% enregistrée à fin avril 2026. Cette évolution s'explique par le renforcement des crédits bancaires accordés au secteur privé (+8,3%), atténué par la baisse de 16,1% du crédit à l'administration locale et aux sociétés non financières publiques. Les crédits accordés aux sociétés non financières privées ont augmenté de 10,0% à fin mai 2026, après une hausse de 7,1% un mois plus tôt. Pour les ménages et les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM), les crédits bancaires qui leur sont accordés ont progressé de 5,2% sur la même période, après une hausse de 1,2% le mois précédent.

IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

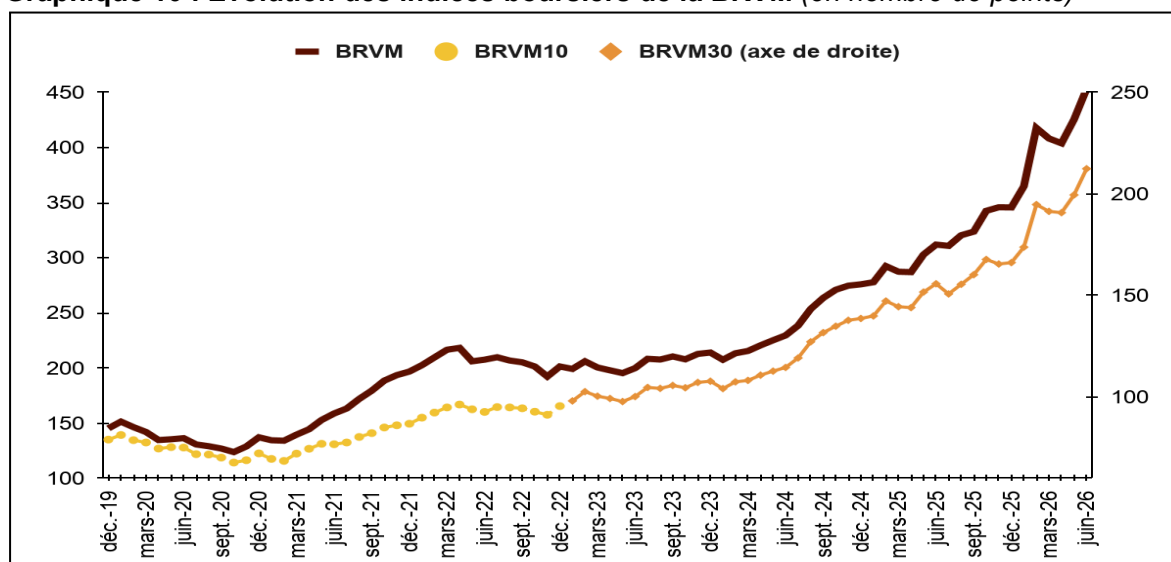
L'activité du marché boursier régional s'est renforcée en juin 2026. Sur le marché régional des titres publics, les Etats ont mobilisé 1.633,0 milliards en juin 2026, soit un accroissement de 316,9 milliards par rapport au mois précédent.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), à fin juin 2026, les indices BRVM composite et BRVM 30 ont chacun progressé de 6,5% par rapport à leur niveau à fin mai 2026. A la date du 20 juillet 2026, les indices BRVM 30 et BRVM composite se sont accrus respectivement de 6,0% et 4,5% par rapport à leur valeur de fin juin 2026.

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont raffermis respectivement de 43,0% et 33,9% par rapport à leur moyenne de juin 2025.

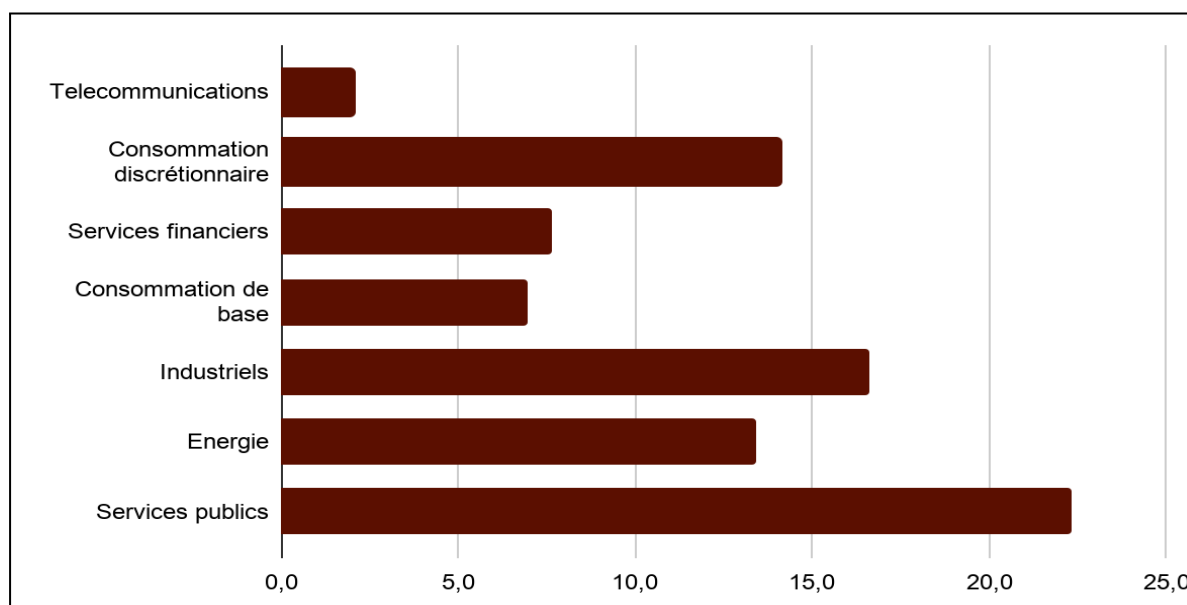
Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)



Source : BRVM

En variation mensuelle, la capitalisation boursière totale a augmenté de 7,5% par rapport à fin mai 2026, pour s'établir à 30.565,8 milliards en juin 2026. Les indices des branches « Services Publics » : +22,3%, « Industriels » : +16,6%, « Consommation discrétionnaire » : +14,1%, « Energie » : +13,4% , « Services Financiers » : +7,7%, « Consommation de base » : +7,0% et « Télécommunications » : +2,0% ont progressé.

Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en juin 2026 (en %)



Source : BRVM

En variation annuelle, la capitalisation boursière totale s'est renforcée de 36,2% par rapport à fin juin 2025. Dans le détail, la capitalisation du marché des actions s'est accrue de 45,1% à 17.459,2 milliards, tandis que celle du marché des obligations a augmenté de 26,0% à 13.106,7 milliards.

4.2. Marché des titres de la dette publique

Les opérations sur le marché régional de la dette publique se sont soldées par une hausse du volume global des émissions, conjuguée à un repli des coûts d'emprunt.

Sur le **marché par adjudication**, les Etats membres de l'UEMOA ont levé 1.058,0 milliards en juin 2026, dont 179,3 milliards de bons du Trésor (16,9%) et 878,7 milliards d'obligations du Trésor (83,1%). Les ressources mobilisées se sont contractées de 258,1 milliards par rapport au mois précédent, soit un recul de 19,6%. Cette baisse s'explique par la diminution des émissions de bons (-4,9 milliards) et de celles des obligations (-253,2 milliards). En glissement annuel, le volume global des émissions par adjudication a affiché une augmentation de 20,7 milliards.

Le taux de couverture² global des émissions par adjudication est ressorti à 171,1%, contre 140,9% en mai 2026.

Le compartiment par **syndication** a enregistré trois (3) opérations au cours du mois de juin 2026. Le Burkina Faso a mobilisé 125 milliards à travers une émission simultanée d'obligations sur des maturités de 5 ans et 7 ans avec des coupons respectifs de 6,75% et 6,85%. Pour sa part, la Côte d'Ivoire a levé un montant global de 450 milliards par le biais de deux opérations distinctes. La première est relative à une émission de Sukuk d'un montant de 50 milliards, structurée autour de maturités de 5 ans et 7 ans, avec des taux respectifs de 5,60% et 5,85%. La seconde a porté sur une émission simultanée d'obligations d'un montant de 400 milliards sur des échéances de 5 ans et 7 ans, avec des taux respectifs de 5,45% et 5,70%.

Au total, les pays de l'Union ont mobilisé au cours du mois sous revue 1.633,0 milliards sur le marché financier régional, soit une augmentation de 24,1% (+316,9 milliards) par rapport au mois de mai 2026. Comparativement au mois de juin 2025, les ressources mobilisées laissent apparaître une progression de 57,4% (+595,7 milliards).

Tableau 7 : Ressources mobilisées par les États

(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	juin 2025	mai 2026	juin 2026	Variation mensuelle		Variation annuelle	
				montant	%	montant	%
Bons	474,6	184,2	179,3	-4,9	-2,7	-295,3	-62,2
Obligations par adjudication	562,7	1 131,9	878,7	-253,2	-22,4	316,0	56,2
<i>Total adjudication</i>	<i>1 037,3</i>	<i>1 316,1</i>	<i>1 058,0</i>	-258,1	-19,6	20,7	2,0
<i>Obligations par syndication</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>575,0</i>	575,0	-	-	-
Total marché régional des titres publics	1 037,3	1 316,1	1 633,0	316,9	24,1	595,7	57,4
Marché des eurobonds	-	-	-	-	-	-	-
Total général	1 037,3	1 316,1	1 633,0	316,9	24,1	595,7	57,4

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

Le taux d'intérêt moyen pondéré³ des bons a reculé de 22 points de base (pdb) pour ressortir à 6,01% en juin 2026, contre 6,23% le mois précédent. De même, le rendement moyen pondéré⁴ des émissions obligataires a fléchi de 74 pdb pour s'établir à 7,35% en juin 2026. Ces évolutions

² Le taux de couverture est défini comme le rapport entre le montant des souscriptions et le montant sollicité lors du lancement des émissions.

³ Le taux d'intérêt moyen pondéré correspond au taux d'intérêt moyen sur les soumissions de bons, pondéré des montants retenus.

⁴ Le rendement moyen pondéré se rapporte au rendement moyen sur les soumissions d'obligations, pondéré des montants retenus.

s'expliqueraient notamment par l'amélioration de la liquidité sur le marché, illustrée par la progression du taux de couverture des montants mis en adjudication par les souscriptions. Par rapport à la même période de l'année précédente, les coûts de mobilisation des emprunts publics se sont assouplis. En effet, le taux d'intérêt moyen pondéré des bons du Trésor s'est réduit de 105 pdb, tandis que le rendement moyen pondéré des obligations s'est replié de 28 pdb sur le marché par adjudication, comparativement à son niveau de juin 2025.

Les Etats membres n'ont réalisé aucune opération sur les marchés internationaux des capitaux au cours du mois sous revue.

Tableau 8 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États

(En point de pourcentage)

	juin 2025	mai 2026	juin 2026	Variation	
				mensuelle	annuelle
Bons	7,06	6,23	6,01	-0,22	-1,05
Obligations	7,63	8,09	6,76	-1,33	-0,87
<i>Par adjudication</i>	7,63	8,09	7,35	-0,74	-0,28
<i>Par Syndication</i>	-	-	5,87	-	-
<i>Eurobonds</i>	-	-	-	-	-

Sources : UMOA - Titres, AMF-UMOA, BCEAO.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

Les perspectives économiques de l'Union restent bien orientées, mais dépendent de l'évolution de la conjoncture internationale, de la situation socio-politique et sécuritaire de l'Union ainsi que des conditions climatiques. Le maintien de la confiance des chefs d'entreprise contribuerait à soutenir les performances économiques de l'UEMOA.

5.1. Croissance

Dans les prochains mois, l'activité économique au sein de l'Union devrait se consolider. La croissance serait principalement portée par le renforcement de la demande intérieure et des améliorations continues dans certains secteurs clés, tels que l'agriculture vivrière, les industries manufacturières, le commerce, les services non marchands, ainsi que la pêche et l'élevage.

D'après l'enquête de conjoncture de la BCEAO, les chefs d'entreprise interrogés anticipent des performances meilleures. Selon les prévisions de la BCEAO, l'activité économique en glissement annuel progresserait de 6,0% au deuxième trimestre 2026, après une croissance de 6,1% au premier trimestre 2026. Le dynamisme des activités commerciales et des services ainsi que les bons résultats de la campagne agricole contribueraient à renforcer la croissance dans les pays de l'UEMOA. L'acquis de croissance, qui est une indication du niveau de croissance minimale qui serait atteint en fin d'année, est ressorti à 4,1% au premier trimestre 2026.

Tableau 9 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA
(contribution en point de %)

	Réalizations					Estimation	Prévision
	4T2024	1T2025	2T2025	3T2025	4T2025	1T2026	2T2026
Secteur primaire	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6	1,1	1,0
Agriculture vivrière	6,7	6,3	6,0	6,1	6,0	5,7	5,8
Sylviculture	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Pêche et élevage	1,3	1,2	1,1	1,2	1,1	1,1	1,1
Secteur secondaire	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6	2,0	2,0
Activités extractives	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Industries manufacturières	5,4	5,1	4,8	4,9	4,8	4,5	4,6
Production et dist. Électricité, gaz et eau	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
BTP	-9,6	-9,0	-8,6	-8,8	-8,6	-8,1	-8,2
Secteur tertiaire	3,7	3,5	3,3	3,4	3,3	3,0	3,0
Commerce	1,9	1,8	1,7	1,7	1,7	1,6	1,6
Transports, postes et communications	-8,0	-7,5	-7,2	-7,3	-7,2	-6,7	-6,9
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7
Services non marchands	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2
Impôts et taxes	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9
Produit Intérieur Brut	7,2	6,8	6,5	6,6	6,5	6,1	6,0

Source : BCEAO

5.2. Monnaie

Les estimations situent le taux de croissance en glissement annuel de la masse monétaire de l'Union à 19,8% à fin juin 2026, après 19,9% à fin mai 2026. L'amélioration de 10.828,1 milliards en variation annuelle serait essentiellement imputable à l'accroissement des créances intérieures de 3.634,2 milliards (+5,8%), ainsi qu'à la consolidation des AEN des institutions de dépôt, attendus à hauteur de 10.342,9 milliards.

L'augmentation anticipée des créances intérieures serait liée à la hausse, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+5,0%) et des créances sur l'économie (+6,4%).

Analysée sous l'angle de ses composantes, la croissance en glissement annuel de la masse monétaire reflèterait, à fin juin 2026, le renforcement des dépôts (+17,5%) et de la circulation fiduciaire (+27,1%).

5.3. Inflation

En perspective, le taux d'inflation, en glissement annuel, au sein de l'Union s'établirait à +1,1% en juillet 2026, avant d'atteindre +1,3% en août 2026 puis +1,5% en septembre 2026. La tendance haussière projetée reflète notamment le prolongement des tensions géopolitiques au Moyen-Orient et de leurs répercussions potentielles sur les prix des produits pétroliers ainsi que sur les coûts du fret. Elle résulterait également du contexte lié à la période de soudure et de la prise en compte des effets des perturbations de la chaîne de distribution des produits alimentaires, induites par la persistance de l'insécurité dans certaines zones de l'Union. Cette dynamique resterait toutefois contenue par l'offre disponible de produits céréaliers dans l'Union, elle-même favorisée par les bonnes récoltes de la campagne agricole 2025/2026 (+6,8%).

Tableau 10 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction
(contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations					Estimation	Prévision	
	déc. 23	déc. 24	déc. 25	avril 26	mai 26	juin 26	juil. 26	août 26
Produits alimentaires et boissons	1,1	1,6	-0,5	-0,7	-0,3	0,5	0,7	0,8
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Logement	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3
Ameublement	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé	0,1	0,1	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Transport	0,4	0,0	-0,1	0,0	0,4	0,4	0,6	0,7
Communication	0,0	0,0	0,1	0,1	-0,1	-0,5	-0,7	-0,8
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,2	0,3	-0,4	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3
Autres biens	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	2,5	2,6	-0,8	0,0	0,4	0,8	1,1	1,3

*



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	Avril	Mai	Avril	Mai (*)	Avril	Mai (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	0,3	-0,5	0,0	-0,1	0,5	0,8
Commerce de véhicules automobiles	0,1	-0,2	-0,2	-0,1	0,2	0,3
Entretien et réparation de véhicules automobiles	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,1	-0,1	0,2	-0,1	0,1	0,1
Commerce et réparation de motocycles	0,0	-0,2	-0,1	0,1	0,1	0,4
COMMERCE DE GROS ET COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMÉDIAIRES	-0,8	2,0	-2,1	0,6	1,0	-0,4
Activités des Intermédiaires du commerce de gros	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	-0,9	1,1	-1,7	0,3	0,0	-0,7
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	-0,1	0,8	-0,2	0,2	0,8	0,3
Commerce de gros de machines, d'équipements et fournitures	0,1	-0,1	-0,2	0,0	-0,1	0,0
Commerce de gros non spécialisé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
COMMERCE DE DÉTAIL	-5,0	5,1	-3,1	3,5	4,5	3,0
Commerce de détail en magasin non spécialisé	-2,0	0,2	-0,9	0,4	1,2	1,3
Commerce de détail en magasin spécialisé	-2,9	4,7	-2,2	3,1	3,3	1,7
INDICE GLOBAL	-5,5	6,3	-5,2	3,8	6,0	3,6

Source : BCEAO (*) données provisoires, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	Avril	Mai	Avril	Mai (*)	Avril	Mai (*)
ACTIVITÉS EXTRACTIVES	-3,8	0,1	-1,7	2,7	2,5	5,4
Extraction d'hydrocarbures	-0,8	0,5	0,2	0,3	1,1	1,0
Extraction de minerais métalliques	-2,1	-1,0	-2,1	2,4	-0,1	3,6
Autres activités extractives	-0,3	0,1	-0,1	0,0	0,4	0,3
ACTIVITÉS DE FABRICATION	-0,3	-1,8	-2,8	-5,3	6,9	2,9
Fabrication de produits alimentaires	0,2	-1,4	-1,7	-2,4	3,6	2,4
Fabrication de boissons	-0,3	0,7	0,0	0,3	0,4	0,1
Fabrication de produits à base de tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de textiles	0,1	-0,5	-0,9	-0,6	0,2	0,0
Fabrication d'articles d'habillement	0,1	0,1	0,0	0,0	0,2	0,2
Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (hors meubles)	0,1	-0,2	0,1	-0,2	0,0	-0,1
Fabrication de papier de carton et d'articles en papier ou en carton	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	-0,2
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	0,1	0,0	0,0	-0,3	0,1	-0,1
Raffinage pétrole, cokéfaction	0,2	-0,4	0,4	-1,1	1,0	0,1
Fabrication de produits chimiques	-0,2	0,0	-0,1	-0,1	0,0	-0,1
Fabrication pharmaceutiques	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,2	0,1
Travail de caoutchouc et du plastique	-0,1	-0,5	0,0	-0,5	0,3	0,2
Fabrication de matériaux minéraux	-0,2	0,0	0,1	-0,3	0,3	-0,1
Métallurgie	-0,2	0,3	-0,1	-0,1	0,5	0,2
Fabrication d'ouvrages en métaux	0,8	-0,7	-0,1	0,0	-0,6	0,1
Fabrication de produits électroniques et informatiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'équipements électriques	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
Fabrication de machines et d'équipements n.c.a	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de meubles et matelas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres industries manufacturières	-0,9	0,7	-0,2	0,1	0,7	0,2
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	-0,3	0,5	-0,2	0,0	0,4	-0,1
Production et distribution d'électricité et du gaz	-0,3	0,5	-0,2	0,0	0,4	-0,1
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Captage, traitement et distribution d'eau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Collecte, traitement et élimination des déchets, récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	-4,6	-1,2	-4,7	-2,3	9,9	8,6

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS
n.c.a. : non classé ailleurs



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST